



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Utilisons la grève du 29 mars pour affirmer nos revendications



La loi de « compétitivité » qui limite les augmentations de salaires sur base de comparaisons avec les pays voisins est écrite et réécrite sous la pression des patrons. Dernier exemple en date : cette loi interdit de tenir compte des 8,4 milliards de subsides salariaux reçus par les entreprises et des 2,8 milliards de réductions de cotisations patronales du Tax shift. Cet argent reste dans le coffre des entreprises mais il est compté comme s'il était payé aux salariés...

Aucune loi par contre ne limite les dividendes que peuvent se payer les actionnaires. En 2019, les dividendes des entreprises du BEL 20 se sont élevés à 135 % des bénéfices ! Des dividendes plus élevés que les bénéfices, comment est-ce possible ? En prenant sur les fonds propres de l'entreprise ou en empruntant pour les payer ! Même en temps de crise économique ou de crise sanitaire, la classe capitaliste s'en met plein les poches au détriment des travailleurs et de toute la

société, pour préserver, voire augmenter ses profits quoi qu'il arrive.

Les suppressions d'emplois continuent, même dans des grands groupes qui font d'importants bénéfices. Depuis le début de l'année, Solvay annonce 100 suppressions d'emplois en Belgique, Nokia supprime 86 emplois sur son site d'Anvers, L'Oréal en supprime 125 à Bruxelles... Même la firme pharmaceutique Pfizer, qui prévoit des bénéfices exceptionnels grâce à son vaccin, annonce des licenciements sur son site logistique de Zaventem.

Souvent, les travailleurs qui restent subissent une accélération des cadences et surtout, de la flexibilité. Pour ne pas embaucher, les patrons imposent des heures supplémentaires en semaine ou le week-end. Les volumes de ventes augmentent, comme dans la distribution ? Il faut courir, occuper plusieurs postes, renoncer à des congés.

Dans les secteurs les plus impactés par les conséquences de la crise sanitaire, ce sont carrément les salaires qui sont mis sous pression, comme chez Ryanair qui impose des baisses de salaires par un chantage aux suppressions d'emplois.

Les travailleurs du privé subissent directement les attaques des patrons pour maintenir les profits. Le gouvernement mène la même politique vis-à-vis de ceux du secteur public. Pour dégager le maximum de fonds pour faire des cadeaux aux riches et aux actionnaires, les gouvernements rognent sur les budgets publics. Quels moyens, par exemple, ont consacré les gouverne-

ments à accroître les capacités des unités Covid depuis mars 2020 ? Quasiment aucun ! Le re-confinement actuel imposé à la population est une réponse accablante. Dans les écoles, les enseignants voient se succéder une pluie de protocoles sanitaires, pondus par les ministres en un weekend. Mais quels budgets ont été débloqués pour avoir du savon, des sanitaires propres, des salles de classes ventilées ? Aucun !

Les gouvernements font également payer la pénurie de vaccins, causée par le monopole de quelques firmes pharmaceutiques, en imposant des restrictions à la vie sociale, aux déplacements, aux loisirs, aux manifestations. La vie de ceux qui ont un travail se résume à des transports bondés et des ateliers ou des bureaux où le rendement prime sur les règles sanitaires, puis se re-confiner à la maison.

Quant à tous ceux qui n'ont pas de travail, ou qui galèrent entre deux petits contrats, ils ont désespérément besoin d'un emploi et d'une paye correcte et régulière. C'est impossible avec la crise du Covid ? Mais avant, ce n'était pas beaucoup mieux pour trouver un emploi ! L'argent existe pourtant pour partager le travail existant entre tous pour que personne ne se retrouve sans emploi et sans salaire. Le journal patronal *l'Echo* rapporte que 40 milliards d'euros non déclarés rapatriés des paradis fiscaux dorment sur des comptes bancaires en Belgique. Et ce n'est qu'une petite

partie des profits accumulés grâce à la pression mise sur les travailleurs.

Bien sûr, pour arracher des embauches, des salaires corrects pour tous, des pensions qui permettent de vivre, il faudra que les travailleurs se donnent les moyens de contrôler où s'en va l'argent tiré de leur exploitation. Et la journée de grève du 29 mars ne peut suffire pour cela.

Mais il y a tellement de raisons pour se mettre en grève avec ses collègues, pour dénoncer les bas salaires, les cadences, les suppressions d'emplois, dans le public comme dans le privé ! Profitons de l'appel syndical pour mettre en avant nos revendications et nous préparer à nous défendre sérieusement.

Quelle autre perspective pour les travailleurs que de se battre collectivement, plutôt que de subir les reculs d'une société capitaliste de plus en plus injuste et oppressive ?

## **La Commune de Paris : anniversaire du premier pouvoir ouvrier de l'histoire**

Il y a 150 ans, les travailleurs, les petits commerçants et artisans de la plus grande ville d'Europe (Paris à l'époque) s'emparaient du pouvoir politique. Le régime militaire de Napoléon III s'était effondré suite à sa défaite contre la Prusse, à l'automne 1870.

Pour défendre la ville, la population laborieuse de Paris avait rejoint massivement les unités de la Garde Nationale, elle avait des armes et des canons. C'est précisément ce qui inquiétait les riches bourgeois français. Le gouvernement tenta de désarmer les travailleurs, ce qui provoqua une révolte.

Tous les ministres s'enfuirent à Versailles, suivis par les officiers et la bourgeoisie. A la surprise de l'Europe et du monde, les travailleurs

parisiens organisèrent le premier pouvoir ouvrier pour diriger la ville dans des circonstances de guerre et de pénurie générale. Ce gouvernement ne ressemblait à aucun autre. Les responsables étaient élus directement par les travailleurs, mais restaient révocables à tout moment et ne recevaient qu'une paye d'ouvrier.

Immédiatement, ce gouvernement ouvrier s'attaqua aux problèmes des travailleurs : les loyers, impayables du fait de l'arrêt de l'activité économique, furent suspendus, la durée de la journée de travail, réduite, les salaires les plus bas, augmentés, le travail de nuit interdit pour les femmes et les enfants. Des initiatives étaient organisées pour créer un enseignement gratuit accessible aux enfants des travailleurs. Les sans-abris étaient recueillis, logés et soignés.

Tous ces exemples étaient extrêmement dangereux pour la bourgeoisie qui craignait que ce pouvoir populaire ne s'étende à la France et au reste de l'Europe. Les dirigeants français et prussiens unirent leurs efforts pour écraser Paris sous les boulets de canon. La ville fut incendiée, reprise par des combats de rue acharnés. 20 000 hommes, femmes et enfants furent exécutés en quelques jours.

« Le socialisme est vaincu pour une génération » se félicitait le responsable de cette répression impitoyable, le président Thiers. Il se trompait lourdement. Le mouvement socialiste prenait seulement son élan. L'exemple de la Commune de Paris fut une révélation pour une génération de travailleurs et de militants qui découvrirent l'incroyable force d'organisation et d'initiative des gens du peuple emmenés par les ouvriers. Toutes les révolutions ouvrières du 20<sup>e</sup> siècle, à commencer par les révolutions russes de 1905 et 1917, avaient l'exemple de la Commune pour trouver comment les travailleurs pouvaient construire et

contrôler un pouvoir politique réellement à leur service.

Ce sens de l'initiative, cette énergie pour créer une société nouvelle, sommeille aujourd'hui dans les têtes de la jeunesse ouvrière de tous les pays. Il faudra que ce volcan se réveille pour empêcher l'effondrement de la civilisation humaine dans la crise du capitalisme !



## **Réquision des entreprises pharmaceutiques !**

Alors que la troisième vague menace, la campagne de vaccination patine toujours. La principale raison est que les doses promises et payées (!) ne sont pas livrées ! Pfizer, Astra Zeneca et compagnie ont été prompts à encaisser l'argent, ils le sont moins quand il s'agit de procéder aux investissements et aux embauches nécessaires pour produire les quantités de vaccins nécessaires.

La réquisition des entreprises pharmaceutiques s'impose comme une urgence !

### **Marc Coucke, vaccination patronale**

Le milliardaire belge Marc Coucke, s'est fait vacciner contre le Covid. Enrichi dans l'industrie pharmaceutique, du tourisme et du foot, il a bénéficié de la vaccination en tant que pharmacien !

#### **Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs**

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Mais oui, il faut savoir manger à tous les râteliers et pousser le voisin vulnérable pour prendre les meilleures places : voilà le profil d'individus sans scrupules qui participent à diriger notre économie... Allez, prenons soin les uns des autres et préparons la révolte !

## **Un an après, le virus du profit sévit toujours**

Depuis les premières mesures de confinement, un an entier s'est écoulé. Et nous voilà face à une troisième vague. Or, les hôpitaux satureront toujours au même nombre de malades en soins intensifs.

Les gouvernements ont eu un an pour embaucher massivement dans les hôpitaux et augmenter fortement le nombre de lits. Ils ont eu un an aussi pour réquisitionner des locaux, investir et embaucher massivement dans les écoles afin d'y limiter les contagions, tout en garantissant un enseignement dans de bonnes conditions pour les élèves et les enseignants.

Ils n'ont rien fait de tout cela ! Au lieu de ça, ils ont distribué des marchés et des milliards aux entreprises et aux banques pour avoir des masques toxiques, des vaccins non livrés. Il est vraiment temps que les travailleurs prennent les choses en main pour se défendre contre le virus du profit capitaliste qui menace toute l'humanité !

## **Affrontements à Liège : le capitalisme pousse à la violence**

Samedi 13 mars, en marge d'une manifestation contre les violences policières, des heurts ont eu lieu entre quelques centaines de jeunes et la police. Des magasins ont eu leur vitrine brisée.

On peut comprendre d'où vient la colère de ces jeunes, qui quand ils sont pauvres, et surtout lorsqu'ils n'ont pas la peau blanche, subissent le mépris et le racisme de policiers et d'une partie de la population. «

Que feriez-vous si vous voyiez chaque semaine un blanc se faire frapper par des policiers noirs ? », demandait un jeune à des journalistes.

Ces bagarres, ces affrontements contre les policiers ne peuvent arrêter la violence de la société... pas plus que les condamnations morales ou celles des tribunaux n'empêcheront de nouvelles révoltes de se produire.

Et pendant que des policiers, dont les salaires sont bas et les conditions de travail dures, font face à des jeunes ayant le chômage comme seule perspective, comme leurs parents bien souvent, les grandes entreprises capitalistes amassent d'immenses profits, en cassant des centaines et des milliers de vies à coups de licenciements. Mais il n'y a pas de police pour mettre ces casseurs d'emplois hors d'état de nuire.

La société est violente, et le désespoir augmente à cause de la crise du capitalisme. Le seul rempart contre les divisions et le chaos qui se développent au sein de la population, ce seront les luttes conscientes des travailleurs organisés pour s'opposer au capitalisme qui ne cesse d'engendrer la misère. L'avenir de l'humanité, c'est une société socialiste, débarrassée de l'exploitation.

## **Syrie : manifestations contre le pouvoir**

Des milliers de personnes ont manifesté lundi 15 mars dans plusieurs villes syriennes pour dénoncer, une nouvelle fois, le dictateur Bachar el-Asad, toujours en place malgré dix ans d'une répression atroce, qui a fait plus de 380 000 morts, 12 millions de déplacés et des destructions massives.

La population s'est retrouvée piégée entre le régime syrien soutenu par la Russie, Daesh et d'autres milices djihadistes manipulées par les grandes puissances, Etats-Unis et France notamment.

Des centaines de milliers de morts plus tard, les dirigeants des grandes puissances impérialistes peuvent bien pleurer sur « les souffrances et les

douleurs humaines indicibles » du peuple syrien, ils ont du sang sur les mains.

## **Birmanie : la classe ouvrière contre la dictature**

Depuis que les généraux birmans ont mis fin au gouvernement de Aung San Suu Kyi, le 1er février, de nombreux travailleurs bravent la répression et manifestent jour après jour pour dénoncer la dictature.

Les centres urbains du pays ont vu se développer, depuis quelques années, des usines notamment textiles dont les donneurs d'ordre sont des grandes marques occidentales comme Adidas, C&A, Primark ou encore Lidl, attirées par des salaires de 2 à 3 euros par jour.

Mais les travailleurs birmans ont appris à s'organiser, à créer des syndicats et arracher des concessions à leurs exploiters. Aujourd'hui, ils savent que le retour de l'armée au pouvoir est dirigé principalement contre ce qu'ils ont acquis par la lutte. Leur courage face aux soldats et à la police est contagieux et entraîne des employés, des ingénieurs, des avocats, des étudiants...

La population et les travailleurs birmans ont déjà payé de plusieurs centaines de morts leur opposition à l'armée. Et même un éventuel retour d'un gouvernement civil ne mettrait pas fin aux exactions contre la population, comme cela a été le cas contre les Rohingya. Car dans les villes comme dans les régions rurales, les travailleurs sont soumis à l'oppression, exploités ou chassés de leurs terres pour le bénéfice de compagnies capitalistes occidentales ou chinoises.

Mais au travers de ces luttes pour défendre leur droit à une existence digne, des millions de travailleurs apprennent que les oppresseurs qui tirent les ficelles de l'armée appartiennent à la classe capitaliste qui domine le monde.

## En lutte pour des embauches et des moyens!

Mardi 16 et mercredi 17 mars, les travailleurs du CPAS de Schaerbeek ont fait des arrêts de travail pour revendiquer des embauches et des moyens pour faire leur travail correctement. Ils ont décidé ensemble de poursuivre leurs arrêts cette semaine.

Ces arrêts sont l'occasion de dire leur ras-le-bol face à la surcharge de travail et à leur manque de moyens. Ils veulent dénoncer que les embauches ne suivent pas alors que le nombre de demandes au CPAS ne fait qu'augmenter et a explosé avec le Covid. Ainsi les assistants sociaux se retrouvent à traiter jusqu'à 200 dossiers par personne, ce qui ne leur permet pas d'en assurer le suivi correctement. Ils veulent avoir plus de temps pour pouvoir exercer l'aspect social de leur travail.

Cette surcharge de travail s'ajoute au fait que depuis un an, le CPAS est en réorganisation et qu'on ne tient pas compte de leur avis, et que le télétravail qui leur a été imposé avec la crise sanitaire, ne s'accompagne d'aucun moyen.

Alors qu'avant le télétravail s'accompagnait d'une compensation financière pour défrayer les frais de chauffage et d'électricité engendrés, maintenant, sous prétexte qu'il est imposé à tous, aucun défraiement n'est prévu !

Ils ont bien raison de se mobiliser ! D'autant plus que s'ils gagnaient des embauches, ça ferait moins de personnes ayant besoin de l'aide du CPAS !

## AGC Seneffe, non aux licenciements

En début d'année, l'entreprise AGC de Seneffe a annoncé qu'elle allait licencier 47 salariés soi-disant en raison de « difficultés économiques ». Aujourd'hui, Willy Borsus (MR) annonce que la Région

wallonne va venir en aide à l'entreprise, à la demande des organisations syndicales, en finançant une étude de marché pour l'aider à conserver une production au départ de Seneffe.

AGC Europe manquerait de moyens ? Pas du tout, c'est une filiale d'un géant mondial de la production de verre plat présent dans trente pays qui brasse des milliards et a largement les moyens de maintenir les emplois. AGC a ouvert ou racheté ses dernières années des usines en Pologne, en Russie, en Chine, au Brésil et au Mexique. Il est aussi actif dans la chimie et les produits céramiques. En 2017, AGC a par exemple racheté les parts d'une usine thaïlandaise du groupe Solvay pour 435 millions d'euros.

Et c'est à ce type de capitalistes sans scrupule que les dirigeants de la Région décident d'apporter des capitaux publics !



## L'impôt saigne le malheureux (parole de l'Internationale)

Le président de la FGTB, Thierry Bodson, prévient que les travailleurs ayant subi du chômage covid doivent s'attendre à devoir payer des impôts en 2021 qui n'ont pas été retenus sur leur allocation de chômage. Le syndicat estime que ce montant peut aller jusqu'à 1 500 euros par travailleur !

Oui, pendant que les grandes entreprises annoncent la distribution des dividendes, réalisés sur le dos des travailleurs et aussi grâce aux baisses des impôts dont ils bénéficient, les travailleurs sont taxés, même sur leur allocation de chômage ! Allocation de chômage qu'ils ont financée avec les cotisations sociales retenues sur leurs salaires ...

Ce sont pourtant les travailleurs qui ont créé toutes les richesses et avant même de payer des impôts, ils ont déjà été volés, car les patrons ont empoché une grosse partie de ces richesses sous forme de profit.

Ce n'est pas la crise des travailleurs, c'est la crise du capitalisme ! Aux capitalistes de payer !

## Travail de nuit dans la gare fantôme

Depuis des années, la construction de la gare de Mons avance au ralenti. Et puis tout à coup cette semaine, les travailleurs bossent de jour comme de nuit. C'est quoi la logique du capitalisme à part nous faire crever ?

## Il est où le progrès ?

Le CEO de BNP Paribas Fortis est tout fier d'annoncer qu'en deux ans de temps, il a fait fermer un quart des agences bancaires et supprimer autant d'automates. Il annonce qu'il y aura un automate pour retirer de l'argent à maximum 5 km de chez soi. Et puis, dit-il, de plus en plus d'opérations se font depuis chez soi.

C'est oublier la galère que cela constitue pour ceux qui n'ont pas accès aux opérations en ligne et aux personnes âgées qui passeront un temps démesuré en transport pour aller à la banque. Supprimer des emplois pour pouvoir arroser les actionnaires, c'est leur seule logique.



## Suivez-nous sur Facebook:

**Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

Tel : 0470-18.82.39

Internet : [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**